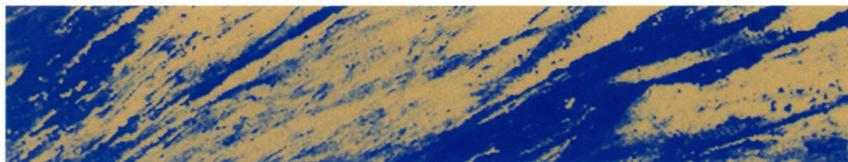


Revue critique de droit international privé



DIRECTEUR
Bertrand Ancel

RÉDACTEUR EN CHEF
Horatia Muir Watt

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Sabine Corneloup

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

José Carlos FERNÁNDEZ ROZAS. — Le nouveau droit international privé de la République dominicaine303
 Horatia MUIR WATT. — Dette souveraine et main visible du marché : de nouveaux enjeux du droit international privé des contrats331

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Transfert d'office — Ressortissant d'un État tiers — Remise de l'étranger aux autorités de l'État membre l'ayant admis sur son territoire — Placement en rétention en vue de l'exécution de la décision — Assignation à résidence aux mêmes fins — Articulation entre les procédures du livre V du CJA et la procédure contentieuse spéciale prévue par le III de l'article L. 512-1 du CESEDA (intervention du juge des 72 heures) — Procédure ceseda exclusive des procédures prévues au livre V du CJA — Irrecevabilité d'un référé-liberté présenté sur le fondement de l'article L. 521-2 du CJA — Conseil d'État, 30 décembre 2013 et 6 octobre 2014, n° 367533 et n° 381573, note Paul Klötgen, p. 355.

Regroupement familial — Enfant du requérant — Acte de naissance étranger — Authenticité contestée — Refus de visa — Article 8 Convention EDH — Violation — 2°) *État civil* — Mineur — Détermination de l'âge — Acte de naissance étranger — Authenticité contestée — Examen buccal — Refus de visa en vue d'un regroupement familial — Article 8 Convention EDH — Violation — Cour européenne des droits de l'homme (5^e sect.), 10 juillet 2014 (3 arrêts, 1 décision d'irrecevabilité), note Sabine Corneloup, p. 373

Association — Association de siège étranger — Accès à la justice — Personnalité morale acquise à l'étranger — Absence d'établissement en France — Absence de déclaration préalable — Qualité pour agir — Conseil constitutionnel, 7 novembre 2014, n° 2014-424 QPC, note Louis d'Avout, p. 383

III. — CONFLITS DE LOIS.

Contrat d'assurance — Loi applicable — Convention de Rome du 19 juin 1980 — Absence de choix — Cession d'un portefeuille de contrats d'assurance — Opposabilité aux tiers — 2°) *Convention de Rome du 19 juin 1980* — Contrat d'assurance — Loi applicable — Article 4 — Articulation entre la présomption et la clause d'exception — Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 22 octobre 2014, note Sabine Corneloup, p. 389

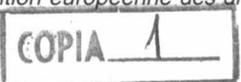
Travailleur étranger — Détachement temporaire — Directive 96/71 relative au détachement de travailleurs, article 3, 7° — Article R. 1262-8 du Code du travail — Sommes versées au titre du détachement — Intégration au salaire minimal — Cour de cassation (Soc.), 13 novembre 2014, note Fabienne Jault-Seseke, p. 396

Mariage — Personnes de même sexe — Conditions de fond — Loi applicable — Convention franco-marocaine du 10 août 1981 — Article 5 — Lois nationales respectives — Loi prohibant le mariage homosexuel — Article 4 — Contrariété à l'ordre public — 2°) *Convention franco-marocaine du 10 août 1981* — Article 5 — Conditions de fond du mariage — Mariage de personnes de même sexe — Loi désignée prohibitive — Article 4 — Contrariété à l'ordre public — Éviction de la loi prohibitive — Conditions — Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 28 janvier 2015, notes Didier Boden, Sylvain Bollée, Bernard Haftel, Petra Hammje, Pascal de Vareilles-Sommières, p. 400

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Compétence internationale — Clause attributive de juridiction — Clause compromissoire — Conflit de clauses de juridiction — Principe compétence-compétence — Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 25 juin 2014, note Sandrine Clavel, p. 413

Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants — Article 13 § 2 — Refus de l'enfant de rentrer au pays de sa résidence habituelle — Motif indépendant pour refuser le retour (oui) — Absence de droit de veto pour l'enfant dans le processus décisionnel quant à son retour — Obligation du juge de prendre en compte toutes les circonstances — Article 11 — Procédure d'urgence (manque de) — 2°) *Convention européenne des droits*



de l'homme – Article 8 – Exigences procédurales inhérentes – Obligations positives – Violation du droit à la vie familiale (oui) – Décision de non-retour de l'enfant – Rejet d'analyse automatique et stéréotypée – Mise en balance des intérêts – Changement de circonstances pertinentes – Article 6 – Violation du délai raisonnable (oui) – 3°) *Mineur* – Divorce – Attribution de la garde de l'enfant – Double nationalité – Litispendance – Injonction des juridictions américaines – Juridictions roumaines saisies en premier – Cour européenne des droits de l'homme, 1^{er} juillet 2014, n° 54443/10, note Catalina Avasilencei, p. 420

Adoption internationale – Droit belge – Intérêt supérieur de l'enfant – *Kafala* – Statut prohibitif – Droit au respect de la vie privée et familiale – Violation (non) – 2°) *Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales* – Article 8 – Violation (non) – *Kafala* – Adoptabilité de l'enfant (non) – Statut prohibitif – Intérêt supérieur de l'enfant – Unicité de la filiation (Belgique, Maroc) – Cour européenne des droits de l'homme, 16 décembre 2014, req. n° 52265/10, note Fabien Marchadier, p. 432

Exequatur – Enlèvement international d'enfants – Enfants résidant en France – Décision étrangère de retour – Compétence obtenue par fraude – 2°) *Litispendance* – Procédures de divorce – Décision étrangère statuant sur le sort des enfants – Décision déclarée irrégulière – Compétence étrangère obtenue par fraude – Obstacle à l'exception de litispendance (non) – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 17 décembre 2014, note Sarah Laval, p. 443

V. — UNION EUROPÉENNE.

Règlement CE n° 44/2001 – Article 27 – Litispendance – Notion de saisine – Demande d'expertise – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 28 janvier 2015, note Nicolas Ciron, p. 454

Règlement (CE) n° 1346/2000 – Article 3 § 1 (oui) – Convention de Lugano révisée du 30 octobre 2007 (non) – Compétence du tribunal de l'État membre sur le territoire duquel a été ouverte une procédure d'insolvabilité – Action en remboursement de paiements effectués par le gérant – Défendeur n'ayant pas son domicile sur le territoire d'un État membre – Compétence du tribunal ayant ouvert la procédure d'insolvabilité (oui) – 2°) *Procédures d'insolvabilité* – Action en remboursement de paiements effectués par le gérant – Défendeur n'ayant pas son domicile sur le territoire d'un État membre – Compétence du tribunal ayant ouvert la procédure d'insolvabilité (oui) – Cour de justice de l'Union européenne, 4 décembre 2014, aff. C-295/13, note Dominique Bureau, p. 462

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Procédure pénale – Conseil constitutionnel – Décision n° 2014-452 QPC, 27 février 2015, p. 479

III. — Union européenne.

Textes reproduits :

Compétence judiciaire – Effets des jugements – Règlement (UE) 2015/263 de la Commission du 16 janvier 2015 modifiant les annexes I à IV du règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, p. 482

IV. — Informations diverses.

Droit international privé – République dominicaine – Loi n° 544-14 de droit international privé, de la République dominicaine du 15 octobre 2014, p. 488

Quatrième Partie. — Bibliographie.

- I. — **Livres.** – AUDIT (Mathias), BOLLÉE (Sylvain) et CALLÉ (Pierre), Droit du commerce international et des investissements étrangers (Bertrand Ancel), p. 503 – JAULT-SESEKE (Fabienne), CORNELOUP (Sabine) et BARBOU DES PLACES (Ségolène), Droit de la nationalité et des étrangers, (Paul Lagarde), p. 506 – LÉGIER (Gérard), Histoire du droit de la nationalité française. Des origines à la veille de la réforme de 1889 (Paul Lagarde), p. 511 – WALKER (Neil), *Intimations of Global Law* (Horatia Muir Watt), p. 516